

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE ROUEN-  
ELBEUF-DIEPPE**  
**50 AVENUE DE BRETAGNE - 76039 ROUEN CEDEX 1**

**Marché public de prestations intellectuelles passé en  
Appel d'Offre :**

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET  
COORDINATION SPS DANS LE CADRE DE LA  
REHABILITATION DU SIEGE DE LA CPAM  
ROUEN-ELBEUF-DIEPPE SEINE-MARITIME**

**Lot 1 : Contrôle technique**

**Lot 2 : Coordination SPS**

***Cahier des Clauses***

***Administratives***

***Particulières***

**Date limite de remise des offres :  
Mercredi 24 juin 2026 à 12h00**

## ***SOMMAIRE***

	Pages
Article 1 – Objet du marché et lots	3
1.1 - Objet du marché et allotissement	3
1.2 – Modalités de consultation	3
1.3 – Cotraitance	3
1.4 – Sous-traitance	4
1.5 – Montant estimé du marché	4
1.6 – Variantes	4
1.7 – Autres intervenants	4
Article 2 – Caractéristiques du marché	5
Article 3 – Documents contractuels	5
Article 4 - Prix du marché	5
4.1 – Prix du marché	5
4.2 – Révision des prix	6
Article 5 – Facturation	6
5.1 – Avance	6
5.2 – Factures d’acompte et de solde	7
Article 6 – Durée du marché	8
Article 7 – Date limite de consultation	8
Article 8 – Incessibilité du marché	8
Article 9 – Loi applicable	8
Article 10 – Assurance	8
Article 11 – Confidentialité	8
Article 12 – RGPD	10
Article 13 – Pénalités et responsabilité	13
13.1 - Pénalités en cas de non-respect des délais d’exécution	13
13.2 - Pénalités pour non – respect de la note méthodologique	13
13.3 - Pénalités pour travail dissimulé	13
13.4 – Pénalités pour non présence au rendez-vous de chantier	13
13.5 – Pénalités pour non présence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué	13
13.6 – Pénalités sur autres litiges d’exécution	13
13.7 - Travaux supplémentaires imputables au coordonnateur SPS	13
13.8 - Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique	14
Article 14 – Modification / dénonciation du contrat	14
Article 15 - Clause de conciliation et attributive de compétence	15
Article 16 – Dérogations au CCAG-PI	16

## **Article 1 – Objet du marché et lots**

### **1.1 - Objet du marché et allotissement**

La CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe Seine-Maritime (CPAM RED) va réaliser la réhabilitation de son Siège situé 50 avenue de Bretagne, à Rouen. L'opération, réalisée en site occupé, comprend :

- Des travaux de façades et d'isolation thermique,
- Des travaux de CVC,
- Des travaux de réaménagement de bureaux et sanitaires,
- Des travaux de désamiantage.

Elle sera découpée en une tranche ferme et une tranche optionnelle comme suit :

- La tranche ferme consiste à l'ensemble des études, ainsi que la phase des travaux de la façade et de la toiture,
- La tranche optionnelle porte sur le remplacement des installations thermiques (CVC), les sanitaires et l'aménagement intérieur.

Le montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est évalué à 17 894 166 € HT se détaillant comme suit :

- Tranche ferme : 6 390 978 € HT soit 7 669 173.60 € TTC,
- Tranche optionnelle : 11 503 188 € HT, soit 13 803 825.60 € TTC.

Le présent marché a pour objet de retenir un bureau de contrôle et un coordinateur SPS afin d'accompagner la CPAM RED dans le suivi de la bonne exécution des travaux prévus dans le cadre de la réhabilitation.

Les prestations font l'objet d'une décomposition en deux lots :

- Lot 1 : Contrôle technique
- Lot 2 : Coordination Santé, Protection et Sécurité (SPS)

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Il ne sera signé avec chaque titulaire qu'un seul marché regroupant tous les lots attribués.

Les parties sont engagées uniquement sur la tranche ferme si la CPAM ne notifie pas de décision d'affermissement de la tranche optionnelle.

Dans l'hypothèse où la tranche optionnelle serait affermie, le titulaire du marché s'engage dès la signature du marché à la réaliser.

**Le non-affermissement de la tranche optionnelle ne donne droit à aucune indemnité du Titulaire. Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.**

### **1.2 – Modalités de consultation**

Il est procédé par mise en concurrence dans le cadre de l'appel d'offres ouvert prévu à l'article L.2124-2 du Code de la Commande Publique.

### **1.3 – Cotraitance**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire conformément aux dispositions des articles R2142 et suivants du code de la commande publique. La forme du

groupement est imposée par le pouvoir adjudicateur pour permettre d'assurer la continuité de la prestation.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de défaillance du mandataire, et suivant les dispositions du CCAG PI, à défaut de désignation et/ou d'agrément le membre du groupement de second rang sera désigné comme mandataire sous réserve du droit de résiliation du marché prévu par le CCAG-PI.

#### **1.4 – Sous-traitance**

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité du marché.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

#### **1.5 – Montant estimé du marché**

Le montant estimé du présent marché est fixé à 143 150 € HT pour la prestation de Contrôle Technique, et à 89 471 € pour la Coordination Santé, Protection et Sécurité, sur l'ensemble des 2 tranches.

#### **1.6 – Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **1.7 – Autres intervenants**

La Maitrise d'œuvre est en cours de désignation.

Les missions qui lui seront confiées sont :

<b>Eléments mission de base</b>	<b>Tranche ferme</b>	<b>Tranche optionnelle</b>
Mission DIA (diagnostic)	X	
Mission APS (avant-projet sommaire)	X	
Mission APD (avant-projet définitif)	X	
Mission PRO (études de projet)	X	
Mission ACT (assistance marchés de travaux)	X	X
Mission VISA (visa des études d'exécution)	X	X
Mission DET (direction de l'exécution des contrats de travaux)	X	X
Mission AOR (assistance aux opérations de réception)	X	X

<b>Missions complémentaires</b>	<b>Tranche ferme</b>	<b>Tranche optionnelle</b>
Mission SSI (Système de Sécurité Incendie)	X	X

Mission OPC (Ordonnancement Pilotage et Coordination)	X	X
Mission DQD (Devis Quantitatif Détaillé)	X	X

## **Article 2 – Caractéristiques du marché**

Le présent marché est un marché de services tel que défini à l'article L.1111-4 du Code de la Commande Publique.

## **Article 3 – Documents contractuels**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant, dont un exemplaire de chaque pièce administrative sera conservé dans les archives de la CPAM de Rouen Elbeuf Dieppe et seul celui-ci fera foi.

### **Pièces particulières :**

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) qui lui est joint,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et leurs annexes :
  - Annexe 1 - Programme fonctionnel
  - Annexe 2 - PROGRAMME TECHNIQUE
  - Annexe 3 - RAAT toitures
  - Annexe 4 - RAAT sanitaires
  - Annexe 5 - RAAT huisseries, murs et chauffages
  - Annexe 6 - Coupes et détails sur façade
  - Annexe 7 - DIAGNOSTIC STRUCTURE
  - Annexe 8 - organisation du bâtiment principal
- Le Règlement de la Consultation (RC),
- Les pièces établies pendant l'exécution des prestations (avenants, DC4...)
- Le cadre de réponse du titulaire

Les pièces désignées ci-dessus deviennent contractuelles à compter de la notification du marché au Titulaire. En cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

### **Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- En règle générale, l'ensemble des clauses réglementaires et normes en vigueur relatives aux prestations objet du présent marché.

## **Article 4 - Prix du marché**

### **4.1 – Prix du marché**

Le marché est conclu à prix fermes et révisables.

Les prix du marché sont établis en Euros hors TVA, lesquels sont majorés du taux en vigueur.

Le prix du marché ne peut comporter aucun supplément. Il comprend notamment tous droits, impôts et taxes et frais généraux qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Le titulaire du marché ne peut sous aucun prétexte et en aucun cas revenir sur le prix qui a servi de base à son engagement.

#### **4.2 – Révision des prix**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 fixé à la date de remise des offres finale.

En vertu des articles R2112-11 et R2112-13 du code de la commande publique, les prix initiaux sont actualisables et révisibles, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_o [15\% + 85\%(ING\ m-3 / ING\ o)]$$

Selon les dispositions suivantes :

-P : le prix actualisé / révisé

-Po : le prix initial indiqué dans l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement

-ING m-3 : valeur de l'index de référence du mois m moins 3 mois d'exécution de la prestation.

-ING o : valeur de l'index de référence au M0 (le mois d'établissement du prix lors de la date de remise de l'offre finale).

L'index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

L'index du mois "m-3" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du mois m moins 3 mois publié (parution au JO) au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

Pour le calcul des révisions, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

#### **Article 5 – Facturation**

##### **5.1 – Avance**

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, si les conditions énoncées dans le code de la Commande Publique sont réunies.

Cependant, le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à première demande (GAPD) engageant le Titulaire au remboursement, s'il y a lieu, du montant de l'avance consentie.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, l'option B s'applique et le montant de cette avance est fixé à 10% du montant du marché.

En application des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire dès que le montant des prestations qu'il a exécutées atteint 65% du montant initial des prestations qui lui sont confiées au titre du marché. Ce remboursement sera terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 75% du montant initial des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique ou avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant. Les modalités de détermination du montant des avances à verser au titulaire ou cotraitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Une avance forfaitaire peut être versée aux sous-traitants dans les conditions prévues aux articles R2193-17 et R2193-21 du Code de la Commande Publique.

## **5.2 – Factures d'acompte et de solde**

Les factures sont établies à terme échu.

Elles sont déposées sur la plateforme CHORUS PRO <https://choruspro.gouv.fr/> .  
Numéro de SIRET : 517 501 276 00011.  
Code service : R351

La facture comporte impérativement les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- Les références du présent marché
- Date de notification du marché et éventuellement de chaque avenant/modification
- Le nom et l'adresse complète du service destinataire de la commande
- Le montant hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant T.T.C.
- Date de facturation

Le délai global de paiement est de 30 jours suivant la réception de la facture.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques réglés en fonction de l'avancement de la prestation dans les conditions suivantes :

### **o Phase conception :**

Les prestations incluses dans la phase « études de conception » font l'objet d'un règlement 100% à la validation du Plan Général de Coordination et du Plan d'Installation Chantier par l'acheteur.

### **o Phase préparation de chantier + Phase Chantier :**

100% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération en phase travaux pourra être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission

### **o Phase Réception : 100% après analyse des DOE et finalisation du DIUO**

### **o Phase Parfait Achèvement : 100% à la fin de la GPA.**

Le solde ne pourra être payé qu'après l'exécution de l'ensemble des prestations conformément aux CCTP.

Le décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande de la CPAM.

Le décompte est présenté par le titulaire à la CPAM pour vérification dans un délai de six semaines à compter de la réception. Il sera remis au format Excel.

#### **Article 6 – Durée du marché**

La date d'effet du marché est fixée à sa date de notification.

Ce contrat est conclu pour la durée totale des travaux, tranche ferme et tranche optionnelle comprises.

Le marché se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. L'objectif prévisionnel est de finaliser la phase APD au 30 septembre 2027 et un achèvement des travaux de la tranche optionnelle au plus tard le 31 décembre 2030.

#### **Article 7 – Date limite de consultation**

La date limite de remise des offres est fixée au **mercredi 24 juin 2026 à 12 heures**.

Le respect de cette date s'entend de la réception de l'offre sur la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

#### **Article 8 – Incessibilité du marché**

Sauf accord express et préalable, le marché ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux.

#### **Article 9 – Loi applicable**

La présente procédure d'appel d'offres est soumise au droit français.

#### **Article 10 - Assurance**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes des dommages causés par l'exécution des prestations.

Pendant l'exécution du contrat, le prestataire devra à tout moment être en mesure de produire, sur demande de l'organisme, cette attestation d'assurance prouvant qu'il est garanti.

#### **Article 11 - Confidentialité**

a. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du



présent Marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

b. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Marché,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Marché,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Marché,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

c. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Marché,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

d. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Marché et pour quelque cause que ce soit.

e. Un livret de sécurité sera remis aux prestataires lors de la réunion de mise au point du marché, qui seront tenus de le porter à la connaissance de tous leurs salariés amenés à intervenir dans les locaux de l'organisme.

## **Article 12 - RGPD**

Applicable à partir du 25 mai 2018 à l'ensemble de l'Union européenne, le règlement européen UE 2016/679 sur la protection des données (RGPD) renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'Union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux sous-traitants dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement.

### **a. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à respecter le règlement européen sur la protection des données sur les opérations de traitement de données à caractère personnel qu'il traite pour le compte du responsable de traitement.

### **b. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement**

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la sous-traitance.
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent Marché
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent Marché :
  - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. veiller à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **c. Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de **7 jours** à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent Marché pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

#### **d. Droit d'information des personnes concernées**

Le responsable de traitement prendra en charge l'information des personnes concernées mais selon les opérations réalisées par le sous-traitant, il pourra être demandé à ce dernier de le réaliser.

#### **e. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, et de fournir les données nécessaires dans les délais impartis.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr)

#### **f. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans le plus bref délai, au maximum **24** heures après en avoir pris connaissance, et par les moyens suivants = courriels au responsable de traitement '[directeur.cnam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr](mailto:directeur.cnam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr)' et '[dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr)' doublé d'un courrier en recommandé avec accusé réception adressé au Directeur de l'organisme. Cette notification est accompagnée de toute documentation et données utiles afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ou aux personnes concernées.

#### **g. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **h. Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- ✓ la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel sur demande du responsable de traitement
- ✓ les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- ✓ les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- ✓ une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **i. Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- ☒ détruire toutes les données à caractère personnel
- ☐ à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement
- ☐ à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

#### **j. Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

#### **k. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- ✓ le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- ✓ les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- ✓ le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- ✓ dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
  - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **l. Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **m. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant**

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

## **Article 13 – Pénalités et responsabilité**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage ou son représentant. Les pénalités provisoires pourront être constatées sur simple constatation de la défaillance du Titulaire par l'Acheteur.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure, sur simple constat de retard, et peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les montants de pénalités décrits ci-dessous sont des montants hors taxes (HT).

Les pénalités provisoires sont appliquées sur les états d'acompte correspondant.

### **13.1 - Pénalités en cas de non-respect des délais d'exécution**

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par l'acheteur, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à **300 €**.

Le délai de production des documents est fixé à 7 jours. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables.

### **13.2 - Pénalités pour non-respect de la note méthodologique**

Une pénalité forfaitaire de **500€** pourra être appliquée, en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

### **13.3 - Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.4 – Pénalités pour non présence au rendez-vous de chantier**

Le présent titulaire doit être présent à toutes les réunions de chantier, réunions des maîtrises et réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (CPAM et Maître d'œuvre).

En cas d'absence non excusée par l'acheteur du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **300 €** ou **50 €** par demi-heure de retard.

### **13.5 – Pénalités pour non présence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué**

Un mail de l'acheteur et/ou les PV de réunions valent convocation du Titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence du Titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage ou de l'un de ses sous-traitants conviés à ces réunions spécifiques, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **400 €** ou **50 €** par demi-heure de retard.

### **13.6 – Pénalités sur autres litiges d'exécution**

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations notamment : absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations de l'acheteur etc. : une pénalité forfaitaire de **150€** par manquement pourra être appliquée.

### **13.7 - Travaux supplémentaires imputables au coordonnateur SPS**

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le coordonnateur SPS en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade des études de projet lui auraient permis de formuler les mêmes observations, le montant des travaux supplémentaires

correspondants (ramené à la valeur du mois M0 du présent marché par utilisation de l'indice BT 01) est cumulé dans un « écart constaté » :  $E = M_{tsc} / M_t$ .

-  $M_{tsc}$  : Montant total des travaux supplémentaires imputables au CSPA, en Euros HT, au mois M0 travaux ;

-  $M_t$  : Montant total des marchés de travaux en Euros HT, au mois M0 travaux éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires.

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté E est supérieur à l'écart toléré E0 fixé ci-après le coordonnateur SPA subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions de l'article ci-après.

La valeur de l'écart toléré E0 est fixé à **0,2%**.

**Si  $E \leq E0$  alors  $F_c = F_i$**

**Si  $E > E0$  alors  $F_c = F_i - 10F_i \times (E - E0)$**

-  $F_c$  : Forfait corrigé en Euros H.T.

-  $F_i$  : Forfait initial en Euros H.T.

Le forfait corrigé, notifié au coordonnateur SPA par un ordre de service devient le nouveau forfait de rémunération.

### **13.8 - Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique**

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le contrôleur technique en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique ».

Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

$Ecart = M_{txsuppct} / M_{tx}$

Dans laquelle :

-  $M_{txsuppct}$  : représente le montant total des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)

-  $M_{tx}$  : représente le montant total des marchés de travaux, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux), éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires par application des dispositions de l'article 4.1.

Dans le cadre de notre opération, la valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.5%

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté Ecart est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

• Si  $Ecart < ou = Eo$ , le contrôleur technique perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.

• Si  $Ecart > Eo$ , le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$R = 10 \times F_i \times (Ecart - Eo)$

Dans laquelle  **$F_i$**  représente le forfait initial de rémunération du contrôleur technique en euros HT.

La réfaction est notifiée au contrôleur technique par ordre de service.

Les dispositions concernant la réfaction sur la rémunération du contrôleur technique ne sont applicables que si les éléments remis à ce dernier en fin de phase de conception sont suffisants pour lui permettre d'établir un rapport de fin de phase de conception complet.

Sera considéré comme suffisant (sauf avis contraire circonstancié du contrôleur technique), tout dossier dont le contenu sera au moins celui d'une étude de projet au sens du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993.

## **Article 14 – Modification / dénonciation du contrat**

### **Clause de réexamen :**

En plus des cas prévus à l'article 25 du CCAG-PI, et conformément à L2194-1 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- ✓ Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- ✓ Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- ✓ Changement de dénomination du Titulaire ;
- ✓ Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- ✓ Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

### **Modalités de résiliation :**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-PI selon les prescriptions des articles 36 à 42.

Il est précisé que l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail peut entraîner, par décision du représentant du Pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

En complément des cas prévus à l'article 38 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur peut également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché lorsque :

- Le Titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les prestations, objet du marché et que, soit aucun remplaçant n'a été proposé, soit celui-ci a été refusé par le pouvoir adjudicateur. Dans le même sens, il pourra être mis fin aux marchés en cas de diminution substantielle en termes qualitatif ou quantitatif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché et en l'absence de remplacement satisfaisant.
- Le Pouvoir adjudicateur ne sera plus en mesure de financer les projets à l'origine du marché.

La résiliation prononcée en application des articles concernés 37, 38, 39 et 40 du CCAG-PI n'ouvre pas droit à indemnité. Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur, et notifié au titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-PI.

## **Article 15 - Clause de conciliation et attributive de compétence**

En cas de différend, la partie la plus diligente convoquera l'autre à une réunion par lettre recommandée avec accusé de réception.

Un procès-verbal de conciliation sera établi ; à défaut d'accord amiable ou de conciliation, seul le tribunal judiciaire de Rouen sera compétent.

**Article 16 – Dérogations au CCAG-PI**

Article du présent CCAP	Article du CCAG-PI
<ul style="list-style-type: none"><li>Article 13 Pénalités</li><li>Article 14 Résiliation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Article 14.1.3</li><li>Article 40</li></ul>

A \_\_\_\_\_, le

Le Titulaire,

A \_\_\_\_\_, le

La Directrice des CPAM,

Carole BLANC